

**Association Mission Locale du Pays de Redon et
de Vilaine**

3 rue Charles Sillard
35602 REDON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2025

Ce rapport contient 17 pages

Association Mission Locale du Pays de Redon et de Vilaine
3 rue Charles Sillard
35602 REDON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos au 31/12/2025

Monsieur le président,
Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association Mission Locale du Pays de Redon et de Vilaine**, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Changement de méthode » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées aux changements de méthodes comptables relatifs à la première application du règlement ANC n°2022-06 (modernisation des états financiers).

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Principes comptables

Nous avons procédé à la vérification des règles, méthodes et estimations comptables retenues pour l'arrêté des comptes et détaillées dans l'annexe. Nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Subventions

Nous avons procédé à un contrôle particulier sur les subventions et notamment sur les règles de séparations des exercices.

Etat des provisions

L'association constitue une provision pour couvrir les risques tels que décrits dans le paragraphe « Etat des provisions ». Dans le cadre de nos appréciations, nos travaux ont consisté à examiner leurs évaluations et le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 6 mai 2026.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des

circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rennes,
Le 07/05/2026.

SARL A2C
Représentée par

Isabelle DUCHEMIN
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	5 205	5 205				
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	153 758	141 375	12 383	18 805	6 422-	34. 15-
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	50 231		50 231	50 231		
	Prêts	678		678	678		
	Autres immobilisations financières	10 008		10 008	5 003	5 004	100. 02
Total II		219 880	146 580	73 300	74 718	1 417-	1. 90-
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	307 052		307 052	235 765	71 287	30. 24
	Charges constatées d'avance (2)	5 618		5 618	3 899	1 718	44. 07
	Valeurs mobilières de placement	30 000		30 000	30 000		
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	990 220		990 220	1 059 593	69 374-	6. 55-
Total III		1 332 889		1 332 889	1 329 258	3 631	0. 27
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 552 769	146 580	1 406 190	1 403 975	2 214	0. 16

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	644 853	593 900	50 954	8. 58
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	28 662	50 954	22 292-	43. 75-
	Situation nette (sous total)	673 515	644 853	28 662	4. 44
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	24 242	11 105	13 137	118. 30
	Provisions réglementées				
	Total I	697 757	655 958	41 799	6. 37
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables				
	Avances conditionnées				
	Droits du concédant				
	Total II				
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	72 113	80 517	8 404-	10. 44-
	Total III	72 113	80 517	8 404-	10. 44-
PROVISIONS	Provisions pour risques	188 978		188 978	
	Provisions pour charges		181 527	181 527-	100. 00-
	Total IV	188 978	181 527	7 451	4. 10
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
	Emprunts et dettes financières diverses (2)				
	Instruments financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	30 923	32 858	1 935-	5. 89-
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	206 816	200 938	5 877	2. 93
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	182 041	212 587	30 546-	14. 37-
	Produits constatés d'avance	27 562	39 590	12 028-	30. 38-
	Total V	447 342	485 973	38 632-	7. 95-
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 406 190	1 403 975	2 214	0. 16

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)419 780446 383

(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens		10	10-	100. 00-
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	37 740	45 942	8 203-	17. 85-
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 196 033	1 275 176	79 143-	6. 21-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		6 355	6 355-	100. 00-
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	990		990	
Utilisations des fonds dédiés	80 517	107 962	27 445-	25. 42-
Autres produits	309	448	140-	31. 13-
Total I	1 315 588	1 435 894	120 305-	8. 38-
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	291 205	289 033	2 173	0. 75
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	48 583	52 939	4 356-	8. 23-
Salaires et traitements	660 025	681 646	21 621-	3. 17-
Cotisations sociales	207 742	218 098	10 356-	4. 75-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	12 514	18 182	5 668-	31. 17-
Dotations aux provisions	7 451	60 000	52 549-	87. 58-
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Reports en fonds dédiés	72 113	80 517	8 404-	10. 44-
Autres charges	171	218	47-	21. 57-
Total II	1 299 805	1 400 634	100 829-	7. 20-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	15 784	35 260	19 476-	55. 24-

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	16 306	19 811	3 505-	17. 69-
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie	544		544	
Total III	16 850	19 811	2 961-	14. 94-
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	58	50	8	15. 67
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie	544		544	
Total IV	602	50	552	NS
2. Résultat financier (III-IV)	16 248	19 761	3 513-	17. 78-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	32 032	55 021	22 989-	41. 78-
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				
4. Résultat exceptionnel (V-VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 370	4 067	697-	17. 14-
Total des produits (I+III+V)	1 332 439	1 455 705	123 266-	8. 47-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 303 777	1 404 751	100 974-	7. 19-
5. EXCEDENT OU DEFICIT	28 662	50 954	22 292-	43. 75-

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 406 189.65 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 315 588.43 Euros et dégageant un excédent de 28 661.86 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Objet social :

Contribuer à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans : construire ensemble une place pour tous les jeunes

Nature & périmètre :

Mission de service public :

- Accueillir, orienter, accompagner tout jeune âgé de 16 à 25 ans révolus habitant le Pays de Redon et de Vilaine, quel que soit le niveau de qualification ;
- Suivre et accompagner les jeunes de manière individuelle et personnalisée ;
- Remonter les difficultés auprès des collectivités, des employeurs, des pouvoirs publics ;
- Etre un lieu d'initiative originale en termes de découverte du monde du travail et d'assistance à la réalisation de projets par les jeunes ;
- Apporter des réponses aux besoins des entreprises locales en collaboration avec les partenaires de l'emploi ;
- Développer des projets en partenariat avec des acteurs de l'insertion, les collectivités, les associations....
- Accompagner les jeunes dans le développement et la mise en oeuvre de leur potentiel
- Contribuer à l'autonomie des jeunes

Moyens mis en oeuvre :

Effectif au 31/12/2025 : 22 salariés (19,60 ETP)

Subventions Etat, Régions, Départements, Collectivités locales, Pôle emploi...

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les règlements suivants :
ANC 2014-03 / ANC 2018-06 / ANC 2022-06 / ANC 2023-03

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les modifications de présentation des comptes prévues par le règlement ANC N° 2022-06 relatives à la modernisation des états financiers ont été intégrées dès le 1er janvier 2024.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 205		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	29 488		
Matériel de transport	76 518		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	48 737		6 092
TOTAL	154 743		6 092
Autres titres immobilisés	50 231		
Prêts, autres immobilisations financières	5 682		6 471
TOTAL	55 913		6 471
TOTAL GENERAL	215 860		12 563

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			5 205	5 205
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		1 349	28 138	28 138
Matériel de transport			76 518	76 518
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		5 728	49 101	49 101
TOTAL		7 077	153 758	153 758
Autres titres immobilisés			50 231	50 231
Prêts, autres immobilisations financières		1 466	10 686	10 686
TOTAL		1 466	60 917	60 917
TOTAL GENERAL		8 543	219 880	219 880

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		5 205			5 205
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		21 386	4 777	1 349	24 813
Matériel de transport		68 929	4 581		73 510
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		45 623	3 156	5 728	43 051
TOTAL		135 938	12 514	7 077	141 375
TOTAL GENERAL		141 143	12 514	7 077	146 580
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.techniques matériel outillage indus.	4 777				
Matériel de transport	4 581				
Matériel de bureau informatique mobilier	3 156				
TOTAL	12 514				
TOTAL GENERAL	12 514				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tableau de variation des fonds propres					
ANC 2018-06 : Art. 431-5					
VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	593 900	50 954			644 853
Excédent ou déficit de l'exercice	50 954	50 954-	28 662		28 662
Situation nette	644 853		28 662	0	673 515
Subventions d'investissement	11 105		20 000	6 863	24 242
TOTAL I	655 958		48 662	6 863	697 757
Etat des provisions					
Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges		113 726			113 726
Garanties données aux clients		75 252			75 252
Pensions et obligations similaires	67 801	7 451	75 252		
Autres provisions pour risques et charges	113 726		113 726		
TOTAL	181 527	196 429	188 978		188 978
TOTAL GENERAL	181 527	196 429	188 978		188 978
Dont dotations et reprises d'exploitation		7 451			
Une provision pour risque de licenciement pour inaptitude figure dans les comptes à hauteur de 100 000 euros.					
Etat des échéances des créances et des dettes					
Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an		
Prêts	678	678			
Autres immobilisations financières	10 008	10 008			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	85	85			
Divers état et autres collectivités publiques	257 578	257 578			
Débiteurs divers	49 390	49 390			
Charges constatées d'avance	5 618	5 618			
TOTAL	323 356	323 356			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	30 923	30 923		
Personnel et comptes rattachés	114 177	114 177		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	73 981	73 981		
Impôts sur les bénéfices	3 370	3 370		
Autres impôts taxes et assimilés	15 288	15 288		
Autres dettes	182 041	182 041		
Produits constatés d'avance	27 562	27 562		
TOTAL	447 342	447 342		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Matériel et outillage	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	2 à 6 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	298 616
Total	298 616

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 167
Dettes fiscales et sociales	160 752
Total	178 919

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	5 618
Total	5 618
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	27 562
Total	27 562

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -**Ventilation des subventions**

Répartition par secteur d'activité	Montant
Concours publics - CPO	286 349
Concours publics - garanties jeunes	307 750
Subventions - Conseil Régional	94 213
Subventions mobilités - Caf, CD35	47 158
Subventions - CD35	32 864
Subventions - PAEJ	96 893
Subventions - ARS	2 203
Subventions - CD56	20 214
Subventions - EPCI Communes	172 126
Subventions parrainage	11 895
Subventions - France Travail	79 767
Subventions - CD micro porjets	4 550
Mises à disposition des locaux	24 560
Subventions - CD 44	3 000
Reversement taxe d'apprentissage	5 626
Total	1 189 168

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Valorisation des contributions volontaires

Cf. tableau ci-après

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 5 296 euros.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

La provision constatée au cours de l'exercice s'élève à 7 451 euros, soit un montant cumulé de 75 252 € au titre de l'exercice.

Concernant les salariés dont l'âge de départ légal à la retraite est inférieur à 3 ans, l'engagement comptabilisé correspond à l'estimation réelle, calculée au 31 décembre 2025, de l'indemnité de départ à la retraite que percevront ces salariés à l'âge légal.

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	14 100	12 360	1 740	14.08
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL	14 100	12 360	1 740	14.08
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	14 100	12 360	1 740	14.08
TOTAL	14 100	12 360	1 740	14.08